

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Cellule Risques Anthropiques
89 rue Weber
CS 52 002
30 907 NÎMES CEDEX 2

Nîmes, le 16/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

UNION DES DISTILLERIES DE LA MÉDITERRANÉE

431, rue Philippe Lamour
Zone industrielle
30 600 Vauvert

Références : SC/2023-10-645
Code AIOT : 0006600803

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2023 dans l'établissement UNION DES DISTILLERIES DE LA MÉDITERRANÉE implanté 431, rue Philippe Lamour, Zone industrielle – 30 600 Vauvert. L'inspection a été annoncée le 08/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a pour objet de vérifier par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE », notamment en ce qui concerne les dispositions applicables en période de sécheresse. L'action nationale « Sécheresse 2023 » a ainsi été déclinée dans l'établissement. Cette inspection fait suite également à une plainte d'une riveraine relayée par courrier du service urbanisme et environnement de la commune de Vauvert daté du 28 septembre 2023 et reçue par l'inspection le 29 septembre 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNION DES DISTILLERIES DE LA MÉDITERRANÉE
- 431, rue Philippe Lamour, Zone industrielle – 30 600 Vauvert
- Code AIOT : 0006600803
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'Union des Distilleries de la Méditerranée (UDM) est spécialisée dans le traitement par distillation des produits et des sous-produits de la viticulture, notamment le vin, les marcs de raisin et les lies de vin afin de produire environ 60 000 hl/an d'alcool de bouche alimentaire et 40 000 hl/an d'alcool industriel. L'activité de fabrication d'engrais et de composts est également exercée sur le site.

Les installations sont régulièrement exploitées par l'arrêté préfectoral n°14-003N du 10 janvier 2014 autorisant UDM à exploiter des installations de distillation, de stockage de produits distillés, de production de compost, d'engrais et de colorants sur la commune de Vauvert. Les dispositions de l'arrêté préfectoral ont ensuite été complétées à plusieurs reprises par :

- l'arrêté préfectoral n°16-149N du 12 août 2016 autorisant la création d'une chaudière biomasse,
- l'arrêté préfectoral n°20-148-DREAL du 7 août 2020 concernant la modernisation et l'augmentation des capacités de production de l'atelier engrais,
- l'arrêté préfectoral n°21-001-DREAL du 7 janvier 2021 relatif à la prévention des risques accidentels sur le site,
- l'arrêté préfectoral n°2021-050-DREAL du 20 juillet 2021 relatif à la demande de recours aux moyens des services d'incendie et de secours dans la stratégie de lutte contre l'incendie,
- les arrêtés préfectoraux n°2021-068-DREAL du 27 septembre 2021 et n°2023-007-DREAL du 10 janvier 2023 portant sur le volet « gestion des eaux de surface ».

S'agissant des prescriptions « sécheresse », l'arrêté préfectoral n°2023-21 du 15 juin 2023 a permis de réactualiser les dispositions applicables à l'établissement en cas de période de sécheresse, notamment celles concernant les prélèvements d'eau autorisés et les mesures spécifiques de restriction. Il convient de noter que les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des ICPE, sont également applicables à l'établissement.

La campagne de 2022-2023 s'est terminée fin juillet 2023. Sur cette période, les produits traités par la distillerie (44 868 t de marcs et environ 107 000 hl de lies et vins) ont permis de produire 76 380 hl d'alcool pur.

Par ailleurs, en juillet 2023, s'est tenue la première tranche de la distillation de crise, laquelle se poursuit actuellement jusqu'en octobre 2023. La seconde tranche est prévue pour la mi-octobre et devrait se prolonger sur le début de l'année 2024.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prélèvement et consommation d'eau
- Plan d'actions de réduction des consommations d'eau
- Rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :

- le constat établi par l'Inspection des installations classées,
- les observations éventuelles,
- le type de suites proposées (voir ci-dessous),
- le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

– « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées,

– « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité.

Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives.

– « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite qui avait été donnée	Autre information
1	Critères d'exemption	Arrêté ministériel du 30/06/2023 Article 3	/	Sans objet
2	Ratio de référence	Arrêté préfectoral Complémentaire du 19/07/2023 Article 2	/	Sans objet
3	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté préfectoral Complémentaire du 19/07/2023 Article 2	/	Sans objet
4	Plan d'actions en situation de sécheresse	Arrêté préfectoral Complémentaire du 19/07/2023 Article 3	/	Sans objet
5	Émissions diffuses – Envols de poussières	Arrêté préfectoral d'autorisation du 10/01/2014 Article 4.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite qui avait été donnée	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Rejets atmosphériques	Arrêté préfectoral d'autorisation du 10/01/2014 Articles 4.8.3 et 4.8.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a permis de faire un point de situation sur les consommations annuelles d'eau de la distillerie, sur les mesures d'économie d'eau mises en place permettant à l'établissement de limiter ses prélèvements d'eau sur 2022-2023 grâce à la réutilisation d'un volume d'eau annuel conséquent au niveau des installations de production, ainsi que sur les actions de réduction prévues à court et long termes pour poursuivre les améliorations déjà engagées pour économiser davantage les prélèvements d'eau mais également pour diminuer les effluents rejetés en épandage. Cette thématique appelle une observation de l'inspection concernant le débit journalier non conforme sur la 1^{re} semaine d'août.

Suite au signalement le 6 septembre d'une riveraine mentionnant des retombées de poussières noires provenant du site de UDM, la présente visite a également porté sur les émissions atmosphériques des installations de combustion et de séchage de la distillerie. L'inspection avait pour but de rassembler des premiers éléments afin d'en informer le maire de la commune de Vauvert.

Après examen des documents (rose des vents, conditions météorologiques et rapport de contrôle des rejets atmosphériques du 02/06/2016) transmis par l'exploitant les 6 et 10 octobre 2023, il s'avère que :

- les vents dominants les jours précédents le signalement (4 et 5 octobre) ainsi que le jour du signalement (6 octobre), étaient des vents du sud-est et du sud-ouest, ce qui ne coïncide pas avec l'hypothèse d'émissions de poussières issues du site d'UDM vers l'habitation de la plaignante. Un courrier en réponse sera adressé en ce sens au maire de la commune de Vauvert ;
- les teneurs en poussières et oxyde de carbone (CO) mesurées en sortie de la cheminée du séchoir de pépins et pulpes lors du contrôle du 2 juin 2017, n'étaient pas conformes et ces écarts n'ont pas été suivis d'un plan d'actions de la part de l'exploitant ;
- le contrôle des rejets atmosphériques de la chaudière gaz, du sécheur et du four tartrate n'a pas été renouvelé depuis 2017 alors que la périodicité fixée dans l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2014 susvisé est triannuelle.

Au regard des deux derniers points, l'inspection propose à Monsieur le Préfet un arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) concernant le non-respect de la fréquence du programme de surveillance des émissions atmosphériques d'une part, et la non-conformité des paramètres poussières et dioxyde de carbone aux valeurs limites d'émissions réglementaires pour l'installation de séchage d'autre part.

À noter que concernant cet APMD, l'inspection s'appuie sur les prescriptions applicables au site au regard des arrêtés ministériels correspondants dans la mesure où il est relevé des constats de « prescriptions inadaptées » sur ces points. Le détail figure dans la fiche de constats n°6 ci-dessous. À l'occasion de la proposition d'un prochain projet d'arrêté préfectoral complémentaire, l'inspection intégrera la mise à jour des prescriptions relatives au volet « rejets atmosphériques » applicables au site.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Critères d'exemption

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 30/06/2023 – Article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Réduction et réutilisation de l'eau
Prescription contrôlée : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : <ul style="list-style-type: none">– captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;– captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;– alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;– transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;– production, distribution et cogénération d'électricité ;– production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du Code de l'énergie ;– production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;– collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;– nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; 2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ; 3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ; 4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a fourni les justificatifs attestant de la réutilisation d'au moins 20 % d'eaux par rapport au prélèvement annuel durant la campagne 2022-2023. Les mesures prises pour limiter les usages de l'eau et/ou pour réutiliser l'eau de process sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">– recyclage d'un volume d'eau équivalent à 60 % des condensats issus des ateliers de distillation et de concentration dans différents ateliers : bandes de diffusion (lavage des marcs), préparation du lait de chaux dans l'atelier tartrate, nettoyage des ateliers (atelier de concentration et atelier de réception des lies) ;– récupération des condensats de vapeur issus de la colonne de rectification et de la colonne d'affinage, en bache alimentaire de la chaudière pour la production de vapeur ;– réutilisation des rétentats d'osmoseur dans le circuit d'eau adouci qui alimente les pompes à vide ;– utilisation des condensats sur les TAR du concentrateur de l'atelier de concentration ;– mise en place d'un circuit fermé pour l'alimentation en eau des pompes à vide de l'atelier de concentration, par la réutilisation des condensats. Ces mesures ont permis de réutiliser un volume de 84 500 m ³ représentant environ 34 % du volume d'eau prélevée annuellement durant la campagne 2022-2023. Dans ces conditions, l'établissement n'est pas soumis aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 susvisé. À noter que la société UDM poursuit l'étude de pistes d'amélioration pour réduire ses prélèvements d'eau et par conséquent limiter ses rejets aqueux. Une réflexion est en cours pour récupérer les eaux de pluie propres (lorsque les deux bassins d'eau propres projetés dans le cadre de la gestion des eaux de surface tant en situation accidentelle que chronique du site, seront mis

en place) et pour réutiliser les condensats vers les tours aéroréfrigérantes des colonnes de distillation.

Par ailleurs, par courrier du 15 septembre 2023, les services de l'inspection des installations classées a confirmé à la Fédération Départementale des Distilleries Coopératives de l'Aude que l'activité de transformation des marcs de raisins frais est exemptée des dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 susvisé, en raison de l'évolution rapide du produit (dégradation de sa qualité) et de l'impossibilité de conservation dans des conditions satisfaisantes.

Compte tenu de ce qui précède, l'ensemble des activités exercées sur la distillerie (transformation des marcs de raisins, distillation des lies et vins déclassés, concentration des anthocyanes, extraction des polyphénols) peut être exempté des dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 susvisé, notamment en ce qui concerne la réalisation du rapportage hebdomadaire lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée et de crise sont déclenchés.

Type de suites proposées : Sans suite

N°2 : Ratio de référence

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 19/07/2023 – Article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Ratio de production

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les prélèvements d'eau.

Le ratio de référence est limité à 2 m³ d'eau prélevé par hl d'alcool pur produits. Ce ratio est mesuré sur la base d'une moyenne sur une année.

Constats :

Durant la campagne de 2022-2023, le volume d'eau prélevé s'élève à 161 155 m³ pour une production de 76 380 hl d'alcool pur.

Le ratio d'eau prélevé par hl d'alcool pur produit est donc de 2,1. Ce ratio est légèrement supérieur au ratio de référence fixé dans l'arrêté complémentaire du 19 juillet 2023 susvisé.

Il convient de noter que la 1^{re} phase de la distillation de crise qui a débuté en juillet 2023, mois consacré habituellement aux opérations de maintenance avec le site à l'arrêt, a mis en jeu des prélèvements d'eau supplémentaires lors de la campagne de 2022-2023 qui n'ont pas été pris en compte dans l'arrêté complémentaire du 19 juillet 2023 pour le calcul du ratio de référence. Le site a distillé entre juillet et octobre, un volume de 190 000 hl de vin.

Type de suites proposées : Sans suite

N°3 : Prélèvements et consommation d'eau**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral complémentaire du 19/07/2023 – Article 2**Thème(s) :** Risques chroniques, Débits de prélèvement journaliers**Prescription contrôlée :**

Les installations de prélèvement ou d'adduction d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur.

En tout état de cause, lorsque le niveau de gestion sécheresse d'alerte est déclenché sur la zone d'alerte où est situé l'établissement, ce dispositif est relevé quotidiennement. Les valeurs de débit sont portées sur un registre informatisé, tenu à disposition des services d'inspection des installations classées et de la police de l'eau.

L'exploitant anticipe et programme les opérations les plus consommatrices d'eaux afin de les réaliser, lorsque cela est possible, en dehors des périodes identifiées comme sensibles au regard de la ressource en eau disponible. En particulier, les opérations de nettoyage ou de remplissage d'équipements prévisibles sont réalisées en amont de la période estivale.

Les prélèvements d'eau sont autorisés dans les quantités suivantes :

Ressources utilisées	Nom de la masse d'eau	Code SDAGE masse d'eau	Zone d'alerte	Prélèvement annuel autorisé (*)	Débit de prélèvement maximal journalier (*)	
					Niveau de gestion sécheresse	
					Normal ou Vigilance	Alerte ou Alerte renforcée ou Crise
Réseau AEP	Alluvions anciennes de la Vistrenque et des Costières	FRDG101	ZONE 10 Vistrenque et Vistre	25 000 m ³ /an	100 m ³ /j	/
BRL	Le Rhône de Beaucaire au seuil de Terrin et au pont de Sylveréal	FRDR2009	ZONE 9 Rhône Camargue Gardoise	174 000 m ³ /an	1 000 m ³ /j	700 m ³ /j

(*) hors usage lié à la lutte contre un incendie, aux exercices de secours, aux opérations d'entretien et de maintien hors gel du réseau incendie et hors impératif sanitaire (tours aéroréfrigérantes)

Constat :

Le site est raccordé au réseau AEP pour ses besoins sanitaires, pour l'appoint des pompes à vide, pour l'alimentation du réseau incendie et pour quelques points de nettoyage dans l'usine. Le site est également raccordé au réseau BRL, l'eau prélevée étant dirigée à 91 % vers les différents ateliers de production de l'usine (diffusion des marcs, dilution des lies, rectification sur résines, alimentation des chaudières, appoints des tours aéroréfrigérantes et nettoyage des installations) et les 9 % restants étant nécessaires pour la défense incendie.

Le site dispose de 4 compteurs principaux connectés au réseau BRL (2 compteurs process et défense incendie en partie Nord du site et 2 compteurs process et défense incendie en partie Sud) ainsi que 3 compteurs principaux sur le réseau AEP.

L'ensemble de ces compteurs sont relevés toutes les semaines et les volumes d'eau prélevés sont reportés dans un fichier informatisé.

Pour mémoire, le jour de l'inspection, la zone 9 « Rhône Camargue Gardoise » (réseau BRL) s'est maintenue en vigilance depuis le déclenchement de la période de sécheresse le 10 mars 2023, tandis le niveau de gestion de sécheresse de l'alerte était déclenché sur la zone 10 « Vistrenque et Vistre » depuis le 14 septembre 2023 (pour le réseau AEP).

Suite au passage de la zone 10 en alerte, l'exploitant a mis en place un suivi journalier des consommations d'eau pour les deux réseaux. Les débits journaliers relevés sont enregistrés dans un second fichier informatisé.

Les deux registres de suivi ont été consultés pour les mois d'août et septembre 2023. L'examen des prélèvements d'eau du réseau d'eau de ville n'appelle pas d'observation de l'inspection, les consommations journalières respectent le débit maximal fixé de 100 m³/j.

En ce qui concerne les prélèvements d'eau issus du réseau BRL, les débits de prélèvement journaliers respectent le seuil de 1 000 m³/j défini en période de vigilance, à l'exception de la première semaine d'août. En effet, l'inspection constate que le volume prélevé lors de cette semaine s'élève à 10 300 m³, ce qui représente une consommation moyenne d'environ 2 000 m³/j pour 5 jours travaillés. L'exploitant a précisé que ce volume d'eau conséquent est lié au remplissage des cuves de diffusion des marcs frais avec de l'eau adoucie ainsi qu'au nettoyage des cuves avant le démarrage de la campagne de traitement des marcs frais.

Il est rappelé à l'exploitant que les opérations les plus consommatrices d'eaux doivent être anticipées et programmées en dehors des périodes identifiées comme sensibles au regard de la ressource en eau disponible.

L'inspection souligne que les volumes d'eau prélevés par la distillerie sont globalement conformes aux valeurs de débits journaliers prescrits et ce malgré la distillation de crise qui représente une activité exceptionnelle pour le site.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 15/06/2023 – Article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures spécifiques ICPE

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures d'économie décrites dans le tableau ci-dessous lorsque les niveaux de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sont déclenchés par le Préfet dans la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements de l'établissement, soit les **zones 9 « Rhône Camargue Gardoise » et 10 « Vistrenque et Vistre »**

Les mesures d'urgence à mettre en œuvre sont les suivantes :

Niveau de gestion sécheresse	Mesures générales cumulatives de niveau en niveau	Mesures spécifiques ICPE cumulatives de niveau en niveau
<u>Vigilance</u>	<ul style="list-style-type: none"> Affichage de panneaux de sensibilisation à chaque point d'utilisation d'eau Limitations volontaires des usages de l'eau 	<ul style="list-style-type: none"> Rappel des mesures d'économie d'eau élémentaires au personnel de l'usine Limiter l'utilisation de l'eau pour le nettoyage des véhicules, citernes, bennes Définition d'un programme renforcé d'autosurveillance des effluents
<u>Alerte</u>	<ul style="list-style-type: none"> Interdiction d'arroser les pelouses et espaces verts Interdiction de l'alimentation des points d'utilisation d'eau d'agrément Interdiction des tests des poteaux incendie et des purges des réseaux d'eau, hors opération imprévue nécessaire à la garantie de la sécurité des installations Opérations de nettoyage (véhicules, voiries...) limitées aux nettoyages permettant de garantir la sécurité et la salubrité publique Usage exclusif de balayeuses/lessiveuses pour le nettoyage des sols des ateliers ou voiries, hors nettoyage particulier et imprévu nécessaire pour garantir la sécurité et la salubrité publique 	<ul style="list-style-type: none"> Mesures définies pour le niveau de vigilance Renforcement du programme de vérification du bon fonctionnement des installations et équipements destinés à retenir ou à traiter les effluents Modifier des modes opératoires : renforcer l'utilisation des condensats pour l'extraction des colorants, limiter les nettoyages équipements sauf raison de production spécifique pour des raisons de qualité Mise en œuvre si nécessaire du programme de renforcement de l'autosurveillance de la qualité des rejets défini au seuil de vigilance Relevé quotidien les compteurs d'eau
<u>Alerte renforcée</u>	<ul style="list-style-type: none"> Report des opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées (opérations de nettoyage à grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique Mise en place, si nécessaire, d'un renforcement de la surveillance de la qualité des 	<ul style="list-style-type: none"> Mesures définies pour le niveau d'alerte Stockage de la totalité des condensats dans la mesure du possible et de la bonne conservation de ceux-ci pour utilisation activité colorant (inutilisable en chaudière) Décaler le fonctionnement de certains ateliers dans la mesure du possible, une obligation douanière obligeant de traiter l'ensemble des marcs collectés avant fin juin, planning de traitement sur la campagne à prendre en compte

		<ul style="list-style-type: none"> • Définition des modifications à apporter à son programme de production afin de privilégier les opérations les moins consommatrices d'eau et celles générant le moins d'effluents aqueux polluants, sauf en cas d'impossibilité dûment motivée pour des raisons techniques ou de sécurité <p>2 Réduction estimée de 300 m³ d'eau par jour *. Cette réduction est mesurée sur la base d'une moyenne des prélèvements sur 15 jours.</p>
<u>Crise</u>	<p>rejets en accord avec l'inspection</p> <ul style="list-style-type: none"> • Relever quotidiennement les compteurs d'eau 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre du programme de production modifié défini au seuil d'alerte renforcée. • Le cas échéant, application des directives préfectorales pouvant aller jusqu'à l'arrêt en sécurité des lignes de production

* par rapport aux consommations moyennes d'eau en période normale d'activité (hors alerte, alerte renforcée, crise) soit 1 000 m³/j en prenant en compte les pics de consommation de septembre et octobre

Constat :
 Un panneau de sensibilisation est affiché dans les lieux fréquentés par le personnel, pour rappeler les mesures d'économie d'eau à respecter telles que :
 – signaler toute fuite au service de maintenance,
 – ne pas faire couler l'eau inutilement,
 – réduire le temps de douche,
 – utiliser le plus souvent possible les condensats.
 L'affichage du panneau au niveau de l'accès du bâtiment administratif est constaté conforme le jour de l'inspection.
 Cette sensibilisation a été renouvelée selon l'exploitant lors de la formation sécurité qui s'est tenue en juillet. Une communication est également faite en comité social et économique.
 De plus, l'exploitant a indiqué que le nettoyage des véhicules, citernes, bennes au niveau de l'aire de lavage du site est interdit, la consigne ayant été passée par le service transport d'UDM.
 S'agissant du renforcement de l'autosurveillance de la qualité des effluents rejetés en épandage, l'exploitant indique poursuivre la surveillance quotidienne des rejets d'effluents partant à l'épandage, par la prise d'échantillons suivie d'analyses.

Type de suites proposées : Sans suite

N°5 : Émissions diffuses et envois de poussières

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral d'autorisation du 10/01/2014 – Article 4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Retombées de poussières dans l'environnement
Prescription contrôlée : Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envois de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs....).
Constats : Par courrier du 28 septembre 2023, le maire de la commune de Vauvert a attiré l'attention de l'inspection sur une problématique de retombées de poussières noires émanant des installations de la société UDM. Le signalement de la riveraine mentionnant ces retombées de poussières noires est intervenu le 6 septembre 2023. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la chaudière biomasse n'a pas encore été mise en fonctionnement depuis le commencement de la campagne 2023-2024. Par contre, le sécheur à pépins/pulpes alimenté en biomasse, a été mis en service le 6 septembre 2023. Le cahier de suivi journalier du sécheur a été consulté. Selon les informations reportées dans ce cahier, aucun dysfonctionnement relatif à la combustion n'a été relevé à la date du 6 septembre 2023. Les conditions météorologiques entre le 4 et le 6 septembre 2023, ont été fournies par l'exploitant suite à l'inspection. Il apparaît à la consultation de la rose des vents, qu'il s'agissait durant ces trois jours, de vents venant du sud-est ou du sud-ouest pouvant conclure qu'UDM ne peut être à l'origine d'une pollution par retombées de poussières au niveau de l'habitation de la plaignante située au sud de la distillerie.
Type de suites proposées : Sans suite

N°6 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral d'autorisation du 10/01/2014 – Articles 4.8.3 et 4.8.4

Thème(s) : Risques chroniques, VLE et autosurveillance

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n°1	Conduit n°2	Conduit n°3	Conduit n°4
Concentration en O ₂ ou CO ₂ de référence	3 %	11 %	3 %	3 %
Poussières	5	150	150	150
SO ₂	35	200	5	35
NOx en équivalent NO ₂	100	500	/	150
COVNM	150	110	150	150
CO	/	250	/	/

L'exploitant met en place un programme de surveillance soit des caractéristiques, soit des émissions de poussières, CO, COV soit des paramètres représentatifs de ces derniers, lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées.

L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministre de l'Environnement, sur les conduits n°s 1, 2 et 3, une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène, oxydes de soufre, poussières, oxydes d'azote et hydrocarbures non méthaniques (COV) dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur.

Constats :

Dans le cadre de l'instruction de la plainte émise par une riveraine concernant des retombées de poussières noires début septembre 2023, l'inspection a consulté le rapport de contrôle des rejets atmosphériques référencé 9725297-001-1 et transmis par mail du 6 octobre 2023.

Ce contrôle réalisé le 2 juin 2017 par l'organisme Apave porte sur les émissions atmosphériques au niveau des cheminées sortie chaudière gaz naturel (conduit n°1), sortie sécheur pépins/pulpes (conduit n°2) et sortie four de séchage tartrate (conduit n°3). À noter que le site dispose d'une chaudière biomasse autorisée par l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 12 août 2016. Cette chaudière est reliée à une cheminée distincte des trois autres dont les rejets atmosphériques ont fait l'objet d'un contrôle en avril 2022, les résultats des paramètres analysés se sont avérés conformes.

Les résultats du rapport du 2 juin 2017 relève les écarts suivants au regard des valeurs limites d'émissions fixées dans l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2014 susvisé :

- sur le conduit n°1 – chaudière gaz :
 - la vitesse minimale d'éjection de 5 m/s n'est pas respectée, la vitesse mesurée au débouché étant de 3 m/s,
 - les concentrations en polluants ne sont pas rapportées à une teneur en oxygène de 3 %, les résultats étant exprimés sans correction ;
- sur le conduit n°2 – sécheur :
 - la teneur du paramètre « poussières » est mesurée à une valeur de 305 mg/m³ (> 150 mg/m³) pour une teneur sur gaz sec en oxygène sans correction,
 - la teneur en dioxyde de carbone (CO) s'élève à 436 mg/m³ (> 250 mg/m³) sans correction d'oxygène ;
- conduit n°3 – four tartrate :
 - les concentrations en polluants ne sont pas rapportées à une teneur en oxygène de 3 %, les résultats étant exprimés sans correction.

Dans son mail de transmission du 6 octobre 2023, l'exploitant précise n'avoir pas renouvelé de mesures des émissions atmosphériques depuis 2017.

Dans ces conditions, l'inspection constate d'une part que l'exploitant n'a pas engagé d'actions correctrices suite à la détection des non-conformités avec programmation de nouvelles mesures à l'émission pour s'assurer de leur efficacité et d'autre part que les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé par l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2014 ne sont pas effectuées au moins tous les trois ans.

Observations :

Les dispositions de l'article 4.8.3 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2014 définissent les valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques au niveau des cheminées de la chaudière gaz, du sécheur, du four tartrate (installation de séchage) et des groupes électrogènes fonctionnant au gaz.

S'agissant du sécheur et du four tartrate, les valeurs limites d'émissions fixées pour les paramètres poussières, SO₂, NO_x, COVnm et CO sont exprimées avec une teneur en oxygène sur gaz sec ramenée respectivement à 11 % et 3 %.

Depuis, la réglementation des valeurs limites d'émission en sortie d'un sécheur a été précisée par la note « séchoir » datée du 26/07/2023 et référencée « 23-07-26-2260-séchoirs » établie par les bureaux concernés de la direction générale de l'énergie et du climat. Cette note s'applique spécifiquement aux séchoirs fonctionnant en mode de chauffage direct tel que cela est le cas pour le site de Vauvert. Cette note précise :

– le principe de classement ICPE des séchoirs : pour le présent site, dans la mesure où les matières à sécher (séchage par contact direct) sont des matières végétales naturelles (pépins et pulpes de raisin, tartrate de calcium issus des vinasses de vin et de lies) et que les séchoirs sont utilisés pour une activité n'étant pas classée au titre de l'une des rubriques ICPE faisant partie des exclusions prévues par le libellé de la rubrique 2260, le séchoir relève de la rubrique ICPE n°2260. Le classement acté par l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 août 2020 est en ce sens cohérent, à savoir le classement des deux séchoirs d'une puissance unitaire de 7 MW et 0,7 MW sous la rubrique 2260-2-b au régime de la déclaration contrôlée ;

– les valeurs limites d'émission (VLE) applicables : il est précisé que pour les installations de séchage par contact direct avec les gaz de combustion, tel que cela est le cas sur ce site, il convient de prendre en compte la teneur en oxygène réelle des gaz de combustion pour le calcul de la concentration mesurée en poussières sur gaz humides. Cette note rappelle que les VLE qui s'appliquent aux flux émis par le séchage sont celles de l'arrêté ministériel correspondant à la matière à sécher pour laquelle l'activité est classée. Dans ces conditions, les VLE applicables à l'exutoire du sécheur et du four tartrate sont celles définies par l'article 6.2 de l'arrêté ministériel du 23 mai 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°2260, à savoir :

- VLE à 100 mg/Nm³ sans correction d'oxygène si le flux massique est supérieur à 0,5 kg/h,
- VLE à 150 mg/Nm³ sans correction d'oxygène si le flux massique est inférieur à 0,5 kg/h.

De plus, l'arrêté du 23 mai 2006 susvisé ne prévoit pas de VLE sur les paramètres NO_x, SO₂ et COV. Dans ces conditions, les VLE applicables sont celles définies à l'article 27 (points 3, 4 et 7a) de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 telles que :

- dioxyde de soufre (SO₂) = 300 mg/m³ pour un flux massique supérieur à 25 kg/h,
- oxydes d'azote (NO_x) = 500 mg/m³ pour un flux massique supérieur à 25 kg/h,
- composés organiques volatils non méthaniques (COVnm) = 110 mg/m³ si le flux horaire total dépasse 2 kg/h.

Par ailleurs, s'agissant de la chaudière fonctionnant au gaz naturel d'une puissance de 13,3 MW, les VLE applicables aux rejets atmosphériques de la chaudière sont pour leur part définies par l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2910. Selon les articles 58-I-a et 62-II de cet arrêté, les VLE applicables sont les suivantes :

- oxydes d'azote (NO_x) = 100 mg/m³,
- dioxyde de carbone (CO) = 100 mg/m³ à partir du 1^{er} janvier 2025,
- composés organiques volatils non méthaniques (COVnm) = 50 mg/m³.

Dans ces conditions, les prescriptions de l'article 4.8.3 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2014 sont inadaptées. Il sera proposé ultérieurement un arrêté préfectoral complémentaire pour mettre à jour les prescriptions sur le volet « rejets atmosphériques ».

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure : respect de prescriptions

Proposition de délais : 2 mois



**PRÉFET
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Occitanie
Unité inter-départementale Gard-Lozère**

Nîmes, le

Unité Inter Départementale Gard-Lozère
Cellule Risques Anthropiques
89 rue Weber
30 907 NÎMES cedex 2

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Arrêté préfectoral N° 23-xxx-DREAL du

mettant en demeure la société Union des Distilleries de Méditerranée (UDM) qui exploite des installations de distillation, de stockage de produits distillés, de production de composts, d'engrais et de colorants sur la commune de Vauvert

Le préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le titre VII du livre I du Code de l'environnement, relatif aux dispositions communes et notamment l'article L. 171-8 ;
- VU** le titre 1er du livre V du Code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels soumises à déclaration sous la rubrique n°2260, à l'exclusion des activités visées par les rubriques nos 2220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail ;
- VU** l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°14-003N du 10 janvier 2014 autorisant diverses modifications d'installations et réglementant l'exploitation des installations de distillation, de stockage de produits distillés, de production de compost, d'engrais et de colorants, exploitées par l'USCA UNION DES DISTILLERIES DE LA MÉDITERRANÉE (UDM) à Vauvert ;

- VU** le donner acte du 7 décembre 2016 actant le classement actualisé du site au regard des rubriques de la nomenclature des ICPE ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°19-057-DREAL du 20 décembre 2019 réglementant l'exploitation des installations de distillations, de stockage de produits distillés, de produit de compost, d'engrais et de colorants, exploités par l'USCA UDM à Vauvert ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°20-148-DREAL du 7 août 2020 portant prescriptions complémentaires pour l'UNION DES DISTILLERIES DE LA MÉDITERRANÉE (UDM) pour la modernisation et l'augmentation des capacités de production de l'atelier engrais ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°21-001-DREAL du 7 janvier 2021 portant prescriptions complémentaires pour l'UNION DES DISTILLERIES DE LA MÉDITERRANÉE (UDM) ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°21-068-DREAL du 27 septembre 2021 portant prescriptions complémentaires pour l'UNION DES DISTILLERIES DE LA MÉDITERRANÉE (UDM) sur le volet « gestion des eaux de surface » ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°23-007-DREAL du 10 janvier 2023 portant prescriptions complémentaires pour l'UNION DES DISTILLERIES DE LA MÉDITERRANÉE (UDM) sur le volet « gestion des eaux de surface » ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°23-040-DREAL du 19 juillet 2023 portant prescriptions complémentaires relatives aux dispositions applicables en cas de période de sécheresse applicables à la société UNION DES DISTILLERIES DE LA MÉDITERRANÉE (UDM) ;
- VU** le rapport de l'inspection de l'environnement daté du 16 octobre 2023 faisant suite à l'inspection menée sur le site de Vauvert le 3 octobre 2023 ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure porté à la connaissance de l'exploitant par courrier recommandé du xxxx ;
- VU** l'absence de réponse / le courrier d'observations d l'exploitant du xxxx ;

Considérant que la société UNION DES DISTILLERIES DE LA MÉDITERRANÉE (UDM) exploite des installations classées pour la protection de l'environnement sur son site industriel implanté 431 rue Philippe Lamour sur la commune de Vauvert ;

Considérant l'inspection menée sur le site le 3 octobre 2023 ;

Considérant que l'article 4.8.3 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2014 susvisé impose en ce qui concerne les rejets atmosphériques : « Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous.